

Privatisation et Développement

Ahmed BENBITOUR*

1. Le Développement Economique ne se limite pas à la Croissance Economique.

Le développement économique ne se limite pas à la croissance économique !

Le développement économique, c'est une croissance économique soutenue, accompagnée d'un changement structurel sensible dans le modèle de production (structure productive) et dans les institutions politiques et économiques, ainsi qu'une amélioration généralisée dans le niveau de vie.

Cette définition marque la différence entre «le développement économique» et «la croissance économique». Mais le rythme de la croissance économique a son importance dans le long terme !

En 1965, le revenu par tête d'habitant en Corée du Sud était de US\$ 329. En 1999, il se situait à US\$ 8 685.

Selon Adelman et Cynthia, les forces cruciales qui comptent dans une analyse comparative des différences de performance économique entre pays ont été l'efficacité des institutions économiques ainsi qu'un ensemble de variables indiquant l'étendue de la mobilisation nationale pour le développement économique.

Cet ensemble de variables contient l'engagement du leadership pour le développement, le taux d'industrialisation, l'effort d'investissement et l'étendue de la modernisation technologique dans l'agriculture et l'industrie.

Ce sont les institutions qui expliquent le mieux, quel est, parmi les pays en transition, celui qui se développera économiquement et celui qui ne se développera pas. Ce sont les institutions également qui expliquent, parmi des pays ayant des conditions de performance semblables, celui qui dépassera les autres.

2 La Caractérisation des Stratégies du Développement Economique suivies durant le 20^{ème} siècle.

Ces stratégies se divisent en celles qui ont enregistré un succès et celles qui ont échoué.

2.1. Les Stratégies qui ont réussie sont celles du :

(I) Chemin de l'**industrialisation autonome** tirée par la croissance grâce à l'exploitation des ressources humaines et naturelles des empires coloniaux, suivi par les premiers arrivés à la révolution industrielle : **Grande Bretagne, France, Belgique.**

(II) Chemin de l'**industrialisation orientée vers l'intérieur**, tirée par le gouvernement : Allemagne, Italie, Japon, Russie, Tsariste.

(III) Chemin de la **croissance balancée**, de l'économie ouverte et de l'intervention gouvernementale limitée : Danemark, Hollande, Suisse, Suède.

* PHD en Economie de l'Université de Montréal et ex Premier Ministre

(IV) Chemin de l'agriculture et de l'exportation des produits primaires et du dualisme, dans les pays à terre abondante : Australie, Argentine, Canada, Nouvelle Zélande.

(V) Chemin de **la croissance par l'exportation** : cette stratégie est apparue durant les années 1960 dans les pays du Sud Est-Asiatique.

Elle s'appuie sur l'industrialisation graduelle orientée vers l'exportation.

Ce gradualisme commence par les industries manufacturières intenses en main d'œuvre et ne nécessitant pas de qualification préalable ; suivi par les industries à forte valeur ajoutée par une main d'œuvre qualifiée, enfin les industries des services.

Si nous prenons l'économie de la Corée du Sud comme modèle, nous pouvons remarquer, qu'au départ, dans les années 1960, cette économie ne disposait ni de biens d'équipements ni de devises. Il fallait par conséquent importer les biens d'équipement de l'étranger par l'emprunt, compte tenu de la pénurie de devises. Mais l'emprunt à l'extérieur pouvait déboucher sur une impasse, s'il n'est pas accompagné par une politique d'exportation. C'est la naissance de l'école de la croissance économique tirée par l'exportation. Le gouvernement va contrôler le commerce extérieur pour empêcher l'importation des biens de consommation et encourager l'importation des biens d'équipements. Pour cela, il met en place un mécanisme de soutien à l'export par la combinaison de la subvention et la manipulation du taux de change.

Mais contrairement à ce que dicte la théorie économique, le taux de change est surévalué, parce que dans cette école, le taux de change est utilisé pour faire supporter l'endettement aux entreprises et non pour rendre les prix des produits compétitifs à l'export. Donc la politique discrétionnaire de manipulation du taux de change est orientée vers la réduction de l'endettement des entreprises mais pas vers l'encouragement des exportations. Le gouvernement va utiliser tous les moyens pour encourager les exportations sauf le taux de change.

L'épargne va être mobilisée par un système bancaire centralisé et sous contrôle étatique. Le gouvernement va mettre en place un système de planification systématique, étape par étape, appuyée sur une politique à caractère sélectif : industries légères, puis industries lourdes et industries chimiques, automobiles et constructions navales pour développer une industrie de défense.

Le développement de l'agriculture accompagne le développement industriel pour faire de l'agriculture un marché pour les produits industriels. Il y a également une politique dynamique d'apprentissage et d'assimilation des techniques importées pour assurer l'innovation technologique.

Les conditions de succès de cette expérience sont d'ordre interne et externe. Les conditions internes se manifestent d'abord par un Etat fort. Les militaires sont au pouvoir à la suite d'un coup d'état de 1960.

Dans ce système, le gouvernement exerce le contrôle mais soutient le secteur privé. La population a souffert mais l'Etat fort a pu contrôler la résistance sociale assurant ainsi la stabilité sociale et politique nécessaire à une croissance économique forte et

durable. L'environnement international était favorable à ce type de système compte tenu de la guerre froide.

Les Etats-Unis d'Amérique ont apporté une aide substantielle et ont surtout ouvert leur marché aux produits de l'industrie coréenne naissante. Les liquidités internationales étaient disponibles. Le Japon a joué un rôle important par la délocalisation. Il n'y avait pas de forte opposition contre les politiques protectionnistes : elles étaient acceptées. Comme il est facile de le constater, les conditions internationales ont totalement changé ; ce qui était possible dans les années 1960 et 1970, ne l'est plus au début de ce troisième millénaire !

2.2 Les Stratégies qui ont échoué sont celle du :

(I) Chemin de la **croissance par le commerce international** dans le cadre de la théorie des avantages comparatifs :

C'est dans le courant du changement technologique vers la Révolution Industrielle que va apparaître la théorie du commerce international, d'abord en Grande Bretagne, pour s'élargir ensuite, aux autres pays de l'Europe Occidentale.

Cette théorie suggère l'exportation des produits manufacturés vers le reste du monde. Les colonies exportent en échange **les matières premières** et les produits agricoles. Le capital européen finance la réalisation, dans les colonies, des infrastructures nécessaires aux opérations d'exportation.

Cette théorie adopte l'industrialisation graduelle : les industries légères d'abord, l'industrie lourde ensuite. Elle va s'appuyer sur **la théorie des avantages comparatifs** qui a été élaborée par Ricardo au début du 19^{ème} siècle, alors qu'il travaillait sur une étude comparative des opportunités de développement du commerce international entre l'Angleterre et le Portugal. Il a trouvé que le Portugal avait un avantage comparatif dans le commerce de vin et l'Angleterre dans le commerce des produits des industries textiles.

Il conclut que pour le bien-être de tous et pour le développement économique dans le contexte des échanges internationaux, chaque pays devait se spécialiser dans les produits pour lesquels, il disposait d'un avantage comparatif. C'est alors la naissance de la spécialisation internationale dans le cadre de la théorie des avantages comparatifs.

Au nom de cette théorie, les pays d'Afrique et d'Amérique Latine se sont trouvés «spécialisés» dans la monoculture de la banane, de la canne à sucre, du café ou encore dans l'extraction d'un ou deux minerais ; pendant ce temps les pays du Nord construisaient des économies industrialisées et diversifiées au nom de la même théorie de spécialisation.

Même aux Etats-Unis d'Amérique, l'application de cette théorie a fait que les régions du Sud étaient spécialisées dans la culture du coton dans une société caractérisée par l'esclavagisme et l'exploitation de la main d'œuvre noire, alors qu'au Nord, la Nouvelle Angleterre se spécialisant dans l'industrie textile dans une société acquise aux idées d'égalité et de liberté. Cette leçon de l'histoire, impose une grande lucidité, à ceux qui traitent des questions relevant de l'avenir des peuples.

(II) Chemin de la croissance par le capitalisme d'état :

L'idée du socialisme comme solution aux problèmes nés du capitalisme a émergé au 19^{ème} siècle. A vrai dire, la stratégie économique du socialisme trouve sa source dans la stratégie du capitalisme d'Etat qui a servi au lancement du développement industriel en Europe Occidentale en Allemagne et en Russie Tsariste ; et au Japon à l'époque du MEIJI.

Lorsqu'elle a été adoptée par l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes (URSS) et les autres pays de l'Europe de l'Est, cette stratégie s'est appuyée sur les plans quinquennaux, le transfert du surplus de l'agriculture vers l'industrie et le démarrage du processus d'industrialisation par l'industrie lourde (industrie de base). Ainsi est née la théorie du socialisme comme période de transition du capitalisme vers le communisme.

Cette théorie stipule que «les rapports de production socialistes, qui sont une négation de la propriété privée, n'apparaissent qu'après le renversement de la domination politique et économique des exploiters, et lorsque les moyens de production décisifs sont devenus propriété de la société toute entière. Ils ne peuvent donc apparaître au sein du capitalisme. Un bouleversement révolutionnaire s'impose à la suite duquel le pouvoir politique passe au peuple travailleur, la classe ouvrière assurant le rôle dirigeant...» Kozlov G (1977)

Jusqu'au milieu des années '1960, ce système semblait enregistrer des résultats satisfaisants, aussi bien en terme de croissance économique qu'en terme de développement scientifique, sportif et culturel. Les taux de croissance économique moyens annuels enregistrés se situaient selon les chiffres officiels à 15,3 % entre 1922 et 1942 ; 4,7 % entre 1941 et 1950 et 10,3 % entre 1951 et 1960 Marie Lavigne (1992). Ces chiffres sont contestés par les estimations occidentales.

(III) La croissance guidée par l'école structuraliste de l'import substitution :

L'école structuraliste de l'import substitution est née en Amérique Latine en réaction à la crise née de la Grande Dépression.

Jusqu'à la Grande Dépression, la plupart des pays d'Amérique Latine étaient ouverts au commerce international, sous l'influence de la théorie des avantages comparatifs. De la Grande Dépression à la deuxième guerre mondiale, c'est «la gestion de la crise» comme réaction aux chocs externes de la Grande Dépression.

A partir de la fin des années 40, la première attaque contre l'orthodoxie de la liberté du commerce a été lancée par l'école structuraliste de Raúl Prebisch. C'est la naissance de l'import substitution. Cette théorie appelle à la promotion de l'industrialisation en substitution aux importations, grâce à un mur protectionniste, sous forme apparente (quotas, licences...) ou déguisée (politique de change, tarifs...) Cette politique industrielle va donner naissance à l'exode rural. Les nouveaux arrivés dans les villes n'ont pas l'opportunité de participer à la vie politique.

Alors les leaders des pays d'Amérique Latine vont imiter Bismarck, Churchill et Roosevelt, par les politiques sociales et le plein emploi. C'est le processus de «coopération par le haut» avec l'avènement du populisme et des chefs d'Etat

charismatiques à l'image de Vargas au Brésil et de Péron en Argentine. Mais cette politique généreuse sur le plan social débouchait régulièrement sur des crises économiques. Les ajustements nécessaires pour restaurer **une structure de prix relatifs saine**, est malheureusement souvent accompagnée par le refus des travailleurs, puis **la répression** sous les auspices de la junte militaire.

Les autorités algériennes ont opté pour des choix combinant trois de ces stratégies qui n'ont pas réussi. A savoir la combinaison de l'import substitution derrière un mur protectionniste, du capitalisme d'Etat avec la planification centralisée et les plans quadriennaux et de la spécialisation internationale dans le cadre de la théorie des avantages comparatifs avec l'exploitation des hydrocarbures.

3. Quelles Explications aux Contre-Performances ?

Il y a le choix des stratégies industrielles «importées» qui ne sont pas supportées par une idéologie nationaliste. Alors beaucoup de pays en développement n'ont pas été capables d'aller au-delà de l'import substitution vers la croissance par les exportations. De même qu'ils n'ont pas été capables de passer de l'avantage comparatif basé sur l'exploitation des ressources naturelles vers l'avantage compétitif basé sur le travail.

Les facteurs externes ont été sous-estimés et on n'a pas mis en place des institutions et des politiques capables de gérer les chocs externes.

De même que l'absence de stratégies pour faire face à la menace des catastrophes naturelles endémiques maladies contagieuses, inondations, séismes, dégradation environnementale comme l'érosion des sols et la désertification.

L'intervention forte de l'Etat dans l'économie qui s'expliquait plus par l'incapacité du secteur privé aux premières années de l'indépendance, s'est très vite accompagnée des «intérêts acquis» Alors l'Etat a été défaillant dans la création d'un climat de confiance entre le secteur privé national et le gouvernement.

L'épargne interne a commencé à quitter le territoire national pour loger dans les banques à l'étranger. C'est alors la fuite des capitaux et des cerveaux.

La combinaison d'une forte croissance de la population active, le dégraissage des effectifs de l'administration et du secteur publics, la faible création d'emplois dans le secteur privé se sont traduits par une augmentation du chômage et une détérioration du bien-être de la population qui est tombée dans le syndrome du fatalisme. Il y a actuellement trop d'intérêts acquis et une prolifération des tâches : bonne gouvernance, genre, décentralisation, transition politique, transition économique, transition démographique, etc..., ce qui éloigne de la responsabilisation (accountability) et de la délimitation des missions et des tâches.

4. La privatisation signifie-t-elle nécessairement Croissance Economique et Stabilité Politique ?

L'expérience de la Russie et d'autres économies en transition prouve que la privatisation des actifs publics n'implique pas nécessairement la croissance

économique et la stabilité politique. Comme conséquence de la transition, le Produit Intérieur Brut (PIB) est tombé de 40 % entre 1991 et 1998, en Russie.

En 1992, la Russie a privatisé plus de 70% des entreprises publiques. Cette privatisation s'est faite sans code de commerce viable, sans règlements sur la cession des actifs, sans système de contrôle politique et économique. Alors les premiers arrivés vont imposer des barrières à l'entrée pour les suivants. Ils créent ou s'emparent des empires médiatiques, des banques, des entreprises du secteur minier qui exploitent le pétrole, le gaz et les métaux ferreux. Plus ils accumulaient, plus il devenait facile d'accroître l'accumulation. Cette nouvelle oligarchie va étendre son influence au-delà des actifs et des médias, ce qui lui permettra d'influencer le vote et la formation des gouvernements.

D'où l'importance qu'il faut accorder à la construction des institutions politiques et économiques nécessaires à la démocratie et à l'économie de marché ainsi que la réalisation d'un partenariat. Entre 1991 et 1996, 18 000 entreprises industrielles ont été privatisées en Russie par l'émission de coupons au profit des travailleurs. Le processus a été caractérisé par des luttes féroces entre les groupes d'intérêt. En définitive les entreprises privatisées sont restées déficitaires et ont même perdu des parts de marché à l'intérieur du pays et à l'étranger. Cette méthode n'a pas attiré de capitaux ou d'investissement nouveau, elle n'a pas non plus attiré de nouvelles capacités managériales en mesure de restructurer les entreprises.

La faillite de la privatisation, en Russie, s'explique par une gestion inefficace et corrompue des fonds d'investissement. «Les oligarques russes, en se rendant coupables du pillage des entreprises ont considérablement appauvri le pays. Les firmes ont été laissées au bord de la faillite et les comptes bancaires des oligarques se sont remplis.» Stiglitz G. (2002).

5. Comment Expliquer la Différence dans les Résultats ?

Le résultat des expériences de privatisation de Pologne et de Russie est qu'entre 1990 et 1999, le PNB de la Pologne a augmenté de + 40 % et celui de la Russie a baissé de - 40 %.

Qu'est ce qui explique cette flagrante différence pour des expériences assez semblables ? Si les avantages des réformes économiques sont aussi évidents, pourquoi certains pays s'enfoncent dans le borbier de «ni économie administrée», «ni économie de marché» : la trappe de la transition permanente ?

La réponse la plus évidente est celle de la différence entre **la transparence et la corruption**.

Après une décennie d'expérience de privatisation à grande échelle dans les économies en transition, les experts en sont venus à recommander une stratégie de privatisation à deux canaux.

- «discipliner» les entreprises du secteur public (old economy) pour les contraindre à se réhabiliter,
- «encourager» les entreprises du secteur privé (new economy) pour augmenter sensiblement la part de ce secteur dans l'économie.

Cette stratégie a été proposée après l'étude des différentes expériences des pays de l'ex-Union soviétique et autres «pays de l'Est». Elle a pris en considération l'ampleur du programme, à savoir, privatiser des centaines de milliers de petites entreprises et des dizaines de milliers d'entreprises moyennes à grandes. C'est ce qui est appelé la «old economy». Des millions de nouvelles entreprises sont créées. C'est ce qui s'appelle la «new economy». Un tel programme peut-il être raisonnablement accompli rapidement, c'est-à-dire, en une ou deux décennies ?

D'autres questions ont été prises en compte : faut-il accomplir la privatisation comme un acte séparé du reste de l'économie, une fin en soi ? Ou le gouvernement doit-il s'attacher d'abord à préparer l'environnement favorable à la privatisation ? Est-ce que la privatisation accélérée est plus efficace qu'une approche délibérément graduelle ?

Les experts qui ont étudié la question suggèrent que l'accent (la priorité) doit se déplacer de la privatisation et la restructuration des actifs vers la création de richesse par de nouvelles entreprises. Donc, il faut s'attacher à créer le climat favorable à l'investissement. C'est ce qui est appelé «l'encouragement»

Mais l'encouragement tout seul ne suffit pas. Il faut l'accompagner par une «discipline» qui impose une contrainte budgétaire sévère et un contrôle de comportement des gestionnaires. Alors «encouragement» et «discipline» vont aller ensemble.

Dans ce cas la privatisation devient une composante d'une stratégie globale s'appuyant sur l'encouragement et la discipline.

La discipline signifie notamment :

- l'élimination des soutiens directs ou indirects qui s'appuyaient sur la défiscalisation ainsi que l'octroi de facilités financières et de crédit, la mise en place de lois transparentes sur la faillite,
- l'amélioration des procédures budgétaires pour que le trésor puisse s'acquitter de ses obligations envers les entreprises publiques en cash et dans le temps pour éliminer les arriérés et autres formes de paiements telles que pratiquées à travers l'assainissement financier,
- l'ouverture du marché et la promotion de l'accès libre sur ce marché,
- la mise en exécution des lois sur la compétition à travers des institutions ayant l'autorité requise.

L'encouragement signifie, en particulier,

- le processus d'élaboration des lois sur le respect du droit de propriété doit impliquer les entreprises pour participer et donner leur avis sur les projets de lois,
- le système judiciaire doit être efficace et transparent,
- la simplification et la transparence des procédures de création d'entreprises et d'obtention de concessions,
- la réduction de l'étendue de la décision discrétionnaire et de l'abus de pouvoir,
- la dissolution des banques non performantes.

6. Vers un Nouveau Paradigme : le Développement Durable

L'évolution de la pensée économique sur le développement après la grande dépression, les ravages de la deuxième guerre mondiale et de début de considération au niveau de la Communauté Internationale pour les pays devenus indépendants se caractérise par les points suivants :

C'était le triomphe du Keynésianisme, du capitalisme d'Etat et du structuralisme avec l'industrialisation par la substitution aux importations.

La construction des institutions était guidée par l'esprit de la planification centralisée et le rôle prépondérant joué par l'Etat.

Après le milieu des années 1970, c'était l'avènement de ce que l'on appelé «le fondamentalisme de marché» qui a accompagné la crise de l'Endettement Extérieur dans les Pays en Développement et la mise en œuvre des politiques de stabilisation macroéconomique et d'ajustement structurel.

Mais c'est l'impasse sur les questions sociales et un coût social que l'on ne peut même pas comptabiliser comme «un investissement sur l'avenir», puisque le coût social est là, immédiat et la croissance économique souhaitée est absente et de plus en plus éloignée.

Alors, avec la bataille de la stabilisation macroéconomique gagnée, lorsque c'est le cas, on a commencé à se rendre compte que l'on a réalisé la condition nécessaire mais pas la condition suffisante !

Lorsque le gouvernement n'a pas été capable de créer des emplois, le secteur privé n'a pas été capable de prendre le relais dans ce domaine.

Pourquoi le secteur privé n'a-t-il pas pu répondre ? Parce que la libéralisation et la privatisation ne suffisent pas ; la compétition ne suffit pas !

Il faut soutenir le secteur privé pour s'orienter vers la créativité et l'innovation et non vers la rente.

D'où l'importance que l'on a commencé à accorder à la construction des institutions et au développement durable.

Comment expliquer l'échec de la politique économique de l'Argentine qui était pourtant considérée, il n'y a pas longtemps, comme l'enfant chéri de la Communauté financière internationale ?

Deux courants d'explications sont généralement fournies. Un courant fidèle au «Consensus de Washington» qui reste dans la logique des recettes de réformes économiques proposées par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International. Un courant qui élargit le champ d'analyse aux rapports de forces dans le monde, à la corruption et à la politique.

Le premier courant cité explique l'effondrement de l'économie en Argentine par trois facteurs Nabli Mustapha (2002) :

- (I) une règle de taux de change stricte qui a réduit la compétitivité et la capacité de croissance ;
- (II) une politique fiscale laxiste qui a généré une forte augmentation de la dette publique ; (III) une dégradation continue de l'environnement institutionnel.

Par exemple en 1999, l'Argentine avait un des systèmes bancaires les plus solides d'Amérique Latine. C'était le résultat d'avoir imposé aux banques des ratios de capital plus sévères que ceux exigés par les standards de Bâle. C'était aussi un provisionnement élevé des actifs non performants et l'adoption des règles comptables selon les standards internationaux les plus strictes. C'était l'encouragement à l'entrée des banques étrangères les plus importantes. On pensait que l'Argentine a construit une véritable forteresse financière. Pourtant une année après, son système bancaire était au bout de la faillite totale !

Le deuxième courant donne l'explication suivante : Beinstein J. (2001) «La corruption institutionnelle ne peut en effet être comprise si l'on fait abstraction de son soubassement, c'est-à-dire de l'hégémonie de groupes économiques très concentrés (en majorité étrangers). Leurs «superbénéfices» se nourrissent d'un pillage permanent, qui ne peut fonctionner qu'avec la complicité de l'Etat articulation de clans crapuleux (politiques, patronaux, judiciaires, policiers etc.) et d'une oligarchie gouvernante cleptocrate, le «menémisme» n'était ni aussi exceptionnel ni aussi anormal que l'on prétendu certains. Il n'était que l'adaptation péroniste du schéma économique en vigueur.

L'Argentine se trouve confrontée à la rencontre explosive de la crise mondiale (aggravée par le ralentissement et la possible récession de l'économie américaine) et du naufrage généralisé de ses propres règles économiques, de ses identités politiques et culturelles, et de ses institutions. Le tout dans un contexte latino-américain également dégradé –fruit du mariage entre un capitalisme sous-développé (Etat minimum, démantèlement de la législation du travail et de la protection sociale) et la «démocratie» parlementaire de type occidental. «Elitisées», les sociétés ont oublié en chemin les masses croissantes de marginaux et d'indigents.» (fin de citation).

Si la privatisation ne suffit pas, si la compétition ne suffit pas. Que faire ?

Il faut créer un climat d'investissement qui s'appuie sur un Etat fort, la bonne gouvernance et la possibilité offerte aux pauvres de participer à la croissance économique et d'en bénéficier.

On commence à comprendre que l'Etat et le Marché ne sont pas des substituts mais des compléments. C'est l'Etat qui construit les fondements pour le Marché. Ce n'est pas assez d'élaborer les bonnes stratégies. Pour qu'elles soient mises en œuvre avec succès, ces stratégies ont besoin d'être soutenues par les responsables politiques et par une bonne frange de la population.

La première importance doit être accordée à des investisseurs locaux ; parce que ce qui est bon pour l'investisseur local l'est pour l'investisseur étranger. Les investisseurs potentiels étrangers sont plus intéressés de prendre leurs informations sur les conditions d'investissement chez les investisseurs locaux. Le gouvernement doit s'informer auprès d'eux pour améliorer le climat d'investissement.

Le climat d'investissement met l'accent sur les questions d'institutions, de gouvernance, de stratégies, de stabilité et d'infrastructures, qui affectent non seulement le niveau d'investissement en capital, mais également la productivité du

capital disponible pour tous les facteurs, ainsi que la volonté de réaliser des investissements productifs pour le long terme.

Les spécialistes regroupent ces facteurs selon trois chapitres :

(I) – la stabilisation macroéconomique et l'ouverture, c'est-à-dire les instruments de la politique macroéconomique et du commerce ;

(II) – la bonne gouvernance et des institutions fortes, c'est-à-dire :

(a) les institutions gouvernementales et le comportement (y compris la réduction du harcèlement bureaucratique spécialement dans les administrations fiscales et de régulation) ; la solidité des institutions financières ; le respect des lois, l'application des lois et le contrôle de la corruption et du crime ;

(b) l'efficacité du gouvernement dans l'implantation de structures de régulation fortes pour la promotion d'un secteur compétitif ;

(III) – la qualité des infrastructures, y compris l'énergie, l'eau, le transport et les télécommunications.

Il faut enfin noter que les méthodes les plus efficaces pour attirer les investissements directs étrangers, s'appuient sur une politique de renforcement du capital humain et non sur l'octroi d'avantages fiscaux et autres types d'avantages. Elles consistent à définir clairement les droits et obligations de ces investisseurs. L'ensemble de ces efforts devant aboutir à un développement durable et un gouvernement d'entreprise efficace.

Le développement durable c'est «un développement qui satisfait nos besoins sans compromettre, pour les générations futures, la satisfaction de leurs propres besoins. C'est alors l'augmentation du revenu, l'amélioration de la qualité de la vie : santé, éducation, participation, environnement propre, préservations des intérêts des générations futures.

Au niveau de l'entreprise le développement durable c'est la pérennité. Cette dernière ne peut être assurée sans un gouvernement d'entreprise efficace.

Références Bibliographiques

Adelman I et Taft Morris C. : Editorial : "Development History and its implications for Development Theory"; *World Development*, vol 25, p. 834.

Kozlov G. (1977). "Économie politique, le socialisme", sous la direction de G. Kozlov ; Editions du progrès, Moscou.

Lavigne M. (1992). "L'Europe de l'Est du plan au marché", Editions Liris, Paris.

Stiglitz G. (2002). "la grande désillusion", Editions Fayard, p212.

Nabli M.(2002). "After Argentina : was MENA right to be cautious ?", Florence, March 20.

Beinstein J. (2001). "Entre dette et pillage, une économie à genoux", *Le Monde Diplomatique*, juillet.